



Dérèglements climatiques : victoires citoyennes et utopies réelles

PAR NINA DUARTE, DIPLÔMÉE EN COOPÉRATION INTERNATIONALE
ET STAGIAIRE FUCID

ANALYSE DE LA FUCID 2023 | 07

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389

Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Dérèglements climatiques : victoires citoyennes et utopies réelles

Alors que nous assistons à des extrêmes toujours plus exacerbés par les changements climatiques, que les rapports du GIEC tirent de plus en plus la sonnette d'alarme, que des militant·e·s de renommée mondiale tels que Greta Thunberg enchainent les discours et mobilisations - nous alertant sur cette sixième extinction de masse - le constat alarmant de notre futur climatique, ainsi que son origine humaine, est encore ignorée par 31 % de la population mondiale selon l'Obs'COP 2019 d'EDF. De même, nombre de gouvernements ne semblent pas prendre en compte la mesure de l'urgence, des changements peinant à arriver : une situation qui pourrait dès lors plonger la population dans le pessimisme et la démobilisation. Pourtant, malgré l'inéluctabilité du chaos climatique, nombreux sont ceux et celles qui agissent : il s'agirait maintenant de savoir quelles sont les victoires dont nous ne parlons pas.

Une réponse des gouvernements

En août 2018, Greta Thunberg commença à manifester pour la planète : seule devant le parlement suédois, elle refusa d'aller à l'école et protesta pour dénoncer l'inaction des politicien·ne·s face à la crise climatique. De cette action naquit un mouvement qui poussa des dizaines de milliers d'autres étudiant·e·s à organiser des grèves pour attirer l'attention des médias et des politiques sur la nécessité d'intervenir (France 24, 2019). D'emblée, force est de constater que la prise de mesures ambitieuses pour le climat fut grandement accélérée pour répondre à l'inquiétude de la société civile. En 2019 par exemple, le Royaume-Uni, la France ou encore le Costa Rica promulguèrent des lois visant à la neutralité carbone d'ici 2050 (Harrabin, 2019 ; Légifrance, 2019 ; Fabre, 2019).

Ces dernières comprennent également des mesures relatives à la promotion des énergies renouvelables, la lutte contre la précarité énergétique, la protection des forêts, la promotion de l'agriculture durable, etc.

Du côté de l'Amérique du Nord, le *Green New Deal* - une proposition de loi visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) - fut adoptée par certains membres du Congrès américain et est devenu un sujet important dans le débat politique du pays^{#01} (McMahon, 2020). Dans le cas de la Belgique, plusieurs mesures furent prises en réponse aux manifestations pour le climat, comme l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, l'interdiction des voitures diesel et essence dans certaines régions, la taxe kilométrique ou encore la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables, notamment en offrant des subventions et des incitations fiscales pour les projets d'énergie solaire et éolienne (Climat.be, sd.).

En somme, bien que des activistes pour le climat n'aient pas directement influencé l'instauration de ces politiques environnementales, leur engagement a suscité une prise de conscience mondiale et a incité les gouvernements à agir. Ces militant·e·s ont permis de faire entendre la voix des expert·e·s scientifiques et de faire le pont entre des personnes qui ne s'étaient jamais engagées et des activistes de longue date : « l'influence parfois majeure de Greta Thunberg sur l'engagement de bon nombre de personnes a d'ailleurs fait l'objet d'une étude, publiée dans le *Journal of Applied Social Psychology*. Un groupe de chercheurs américains et britanniques a en effet constaté une forte association entre le fait de bien connaître qui est Greta

^{#01} Notons que l'Europe a également suivi le mouvement en adoptant le Green New Deal européen.

Thunberg et la conviction qu'il est possible de réduire le changement climatique via des mesures collectives » (Buron, 2022, p.18).

Des mouvements en marche ?

Cependant, ces promesses gouvernementales sont-elles suffisantes ? Ou s'agirait-il plus d'une mascarade pour déculpabiliser les politiques, amenant ainsi à des serments non tenus ? Pour l'activiste bruxelloise Youna Marette, ces promesses ne vont, de fait, pas assez loin : « ça fait des années qu'on fait des petits pas. Il y a un moment il va falloir passer à une étape supérieure » (Jacquet, 2022).

En effet, un aspect majeur des mesures gouvernementales repose sur le bon vouloir du citoyen ou de la citoyenne, à travers des mesures incitatives, restrictives ou par l'éducation, afin d'enseigner aux jeunes et aux adultes les enjeux des changements climatiques et les moyens de lutter contre ce fléau. S'il est primordial de continuer à sensibiliser la population quotidiennement, il convient de se montrer vigilant-e sur la tendance à faire de l'écologie une histoire de comportements individuels. Certes, les petits gestes du quotidien pour limiter son empreinte carbone sont bons à prendre, mais loin d'être suffisants. Pour le chargé de projets Antoine Stasse : « si l'on souhaite réellement faire bouger les choses, il convient donc de s'organiser collectivement afin de transformer la société, plutôt que de se limiter à des petites actions dans la sphère privée qui pourraient être comparées à des emplâtres sur une jambe de bois » (2022, p.28)⁰².

Une autre critique, portée par exemple par Fatima Ouassak – militante, politologue et écrivaine française – se porte sur le concept de « croissance verte » qui consiste à promouvoir un développement économique basé sur des technologies et des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Selon elle, cette approche – que l'on retrouve largement dans les mesures gouvernementales modernes – ne remet pas en cause les fondements du système économique actuel, reposant sur l'exploitation des ressources naturelles et la recherche permanente de profits. De plus, cette vision ne prend pas en considéra-

L'engagement des activistes pour le climat a suscité une prise de conscience mondiale et a incité les gouvernements à agir.

tion les personnes en situation de domination⁰³ qui, rappelons-le, sont les plus touchées par le dérèglement climatique. Une transition écologique doit donc se faire, selon l'auteur du livre, via des mouvements sociaux et des citoyen-ne-s désireux-euses de remettre en cause les rapports de domination et construire ensemble des alternatives concrètes et durables, en prenant en compte les enjeux sociaux, politiques et économiques de notre époque : en somme, une écologie pirate.

Un mouvement que l'on pourrait apparenter à cette forme d'écologie, construite par les gens « d'en bas », est celui des Zapatistes du Mexique. Ces derniers se sont rebellé-e-s dans les années 1990 contre leur gouvernement dictatorial afin de demander des réformes politiques et sociales en faveur des communautés indigènes appauvries par une oligarchie foncière féroce (Moro & Gaudichaud, 2022). Ils et elles ont également dénoncé, via l'organisation d'une insurrection armée, les effets négatifs de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) qui incorporait davantage le Mexique dans une logique capitaliste néolibérale (Alma de Chiapas, sd.). Dans les territoires qu'ils contrôlent, s'expérimentent aujourd'hui des formes d'autonomie gouvernementale et des manières de vivre étroitement imbriquées dans leur environnement, en partie soustraites à la tyrannie marchande.

Dans un espace grand comme la Belgique, les Zapatistes ont en effet créé des conseils populaires, des assemblées communautaires et des systèmes de justice autochtones. Ce mouvement a également revendiqué des droits en matière de culture, de terre, de santé, d'éducation et

^{#02} Si vous désirez en savoir plus sur le débat concernant les petits gestes pour le climat, leur utilité et leurs limites, voici l'étude complète : www.fucid.be/etude-les-petits-gestes-pour-le-climat-a-prendre-ou-a-laisser/ ^{#03} Les femmes, les classes populaires, personnes issues du Sud global, etc.

d'environnement. Après leur soulèvement armé en 1994, certaines concessions du gouvernement mexicain comme la reconnaissance des droits des populations autochtones, l'élargissement des programmes sociaux pour les populations pauvres et la décentralisation politique et administrative, furent obtenues. Toutefois, les demandes plus fondamentales, telles que la réforme agraire et la fin de la domination des entreprises étrangères sur l'économie mexicaine, n'ont pas été satisfaites (*Idem*).

Ce mouvement a inspiré beaucoup d'autres à travers le monde : il a d'ailleurs participé à une série de réunions internationales⁰⁴ pour détruire le système capitaliste, transformer le pouvoir et renforcer les luttes.

Dans le même registre, existe le Mouvement des sans-terre (MST), fondé en 1984. Ce dernier, d'origine brésilienne, lutte pour la réforme agraire et la redistribution des sols. Lors de sa création, le pays était en effet gouverné par une dictature militaire qui avait concentré la propriété des terres entre les mains de quelques riches propriétaires fonciers. L'émergence de cette mobilisation était donc perçue comme une réponse aux inégalités sociales et économiques qui affectaient les populations rurales pauvres et les travailleur-euse-s sans terre, le tout basé sur un système de démocratie participative et l'autogouvernance par la création de communautés agricoles, d'écoles rurales et de centres de formation (Géoconfluence, 2023). Au fil des années, il est devenu « le mouvement social le plus important du pays et la principale organisation de résistance aux politiques néolibérales mises en place par le régime » (Moraes & Coletti, 2006) au Brésil et a élargi son champ d'action en incluant des revendications environnementales, sociales et politiques. Notons aussi l'alliance que le groupe entretient avec d'autres mouvements sociaux tels que les mouvements féministes, syndicaux ou encore LGBTQ+ (Hillenkamp, 2019).

Malgré leurs failles – comme tout autre mouvement d'expérimentation de ce type – ces mouvements continuent d'évoluer et d'inspirer, ailleurs comme ici. Ainsi pour les Zapatistes, « ils ne seront certes pas parvenus à refonder la Constitution, à décoloniser les institutions, à démocra-

tiser véritablement le pays, mais ils auront doté les luttes paysannes et indigènes pour la dignité d'une visibilité et d'une portée inédites. Et ils entendent continuer à peser sur les choix de société, dans un Mexique bloqué politiquement et grand ouvert aux vents dominants de l'économie globalisée » (Duterme, 2011).

Archipel des utopies concrètes

Les Zapatistes ont touché une génération de militant-e-s dans leur appel à créer des ponts entre réalités locales et globales de la mondialisation et à travers leur expérimentation concrète d'un autre mode d'organisation collective. Une volonté que l'on retrouve aussi dans les Zones à défendre (ZAD) : des espaces (terres agricoles, forêts, friches industrielles, etc.) occupés de manière collective et bien souvent destinés à s'opposer à des projets d'aménagement jugés nuisibles à l'environnement (aéroports, centres commerciaux, centrales nucléaires, ...).

L'anthropologue Philippe Descola, ainsi que l'auteur/dessinateur Alessandro Pignocchi, dans leur livre « Ethnographies des mondes à venir », ont analysé le mode d'organisation et le système de valeurs de ces ZAD, en les mettant notamment en lien avec les populations autochtones d'Amazonie, où ils ont tous deux eu l'occasion de vivre. Grâce à des recherches sur les pratiques culturelles et les croyances des peuples autochtones, notamment les Achuars de l'Équateur et du Pérou, Philippe Descola a en effet mis en valeur leur façon très différente de considérer la place de l'humain dans la nature, la propriété privée et la logique marchande : dans la société Occidentale, les humains se considèrent au-dessus de la nature et « les non-humains n'existent qu'à travers les fonctions qu'ils remplissent pour les humains (ressources, services écosystémiques, contemplation esthétique, etc.) » (2022, p. 15). Les Achuars, eux, se voient plutôt comme partie prenante de cette nature : « les liens de toutes sortes qu'ils entretiennent avec ces non-humains

^{#04} Telles que la « Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme » (1996), le festival « Partage pour l'humanité » avec des scientifiques et des artistes (2016), ou les « Rencontres internationales des femmes qui luttent » (Moro & Gaudichaud, 2022).

– de solidarité, de compétition, de commensalité, etc. – les conduit donc à se voir plutôt comme des hébergés à titre plus ou moins gracieux que comme les propriétaires disposant d’un droit sans limite à exploiter les lieux » (*Idem*, p. 63). Les écosystèmes ne sont pas seulement des ressources à exploiter, mais bien des entités vivantes et complexes, qui jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat, la préservation de la biodiversité et la production d’eau et d’air propre. Pourtant, ils sont souvent menacés par les activités humaines telles que l’exploitation minière, l’agriculture intensive et l’urbanisation.

Descola et Pignocchi soutiennent donc que donner une valeur intrinsèque aux non-humains (et non juste une valeur monétaire) évite le danger de rendre chaque chose interchangeable. Il ne s’agit pas de détruire un écosystème, en calculer le prix et le recréer ailleurs – alors que cet écosystème ne sera jamais le même – mais bien de protéger le vivant existant pour son caractère unique (*Idem*, p. 82). C’est ce que font les ZAD en s’opposant à la prédation des ressources naturelles, mais également en donnant une voix aux intérêts non-humains lors de leurs assemblées⁰⁵. Les ZAD sont également des lieux où l’argent n’est pas la principale mesure de la valeur et de l’échange, et où les relations économiques sont fondées sur d’autres critères, tels que le don, le partage, le respect de la nature et l’entraide.

Ces victoires ont démontré au fil des ans que le pouvoir des gens « ordinaires » peut faire changer les choses.

Pour les deux auteurs de « Ethnographies des mondes à venir », il importe aussi de reconnaître juridiquement nos écosystèmes pour protéger leurs droits intrinsèques et leur importance pour le bien-être des êtres humains et non-humains. Autour du globe, des initiatives ont été prises en ce sens, comme en Équateur qui, à l’échelle constitutionnelle⁰⁶, a reconnu juridiquement les droits de la nature en 2008 et des animaux sauvages en 2022. À l’échelon plus local, la Nouvelle-Zélande a attribué la personnalité juridique au fleuve Whanganui en 2017, grâce au long combat des peuples Maori (riverains de ce

fleuve), qui sont également devenus les gardiens de cet écosystème et leur porte-parole (Elise, 2022).

Que retenir de tout cela ?

« L’utopie, c’est ouvrir les brèches » (Michèle Riot-Sarcey. Citée dans Blast, 2023). Chaque jour, des hommes et des femmes de tous horizons construisent des utopies réelles pour changer le monde tel que nous le connaissons. Ils et elles vont à contre-courant sans rien céder au confort ou à la facilité : nourrir la terre et les vivants, mettre en commun, laisser de la place au vivant, habiter autrement, renforcer l’autonomie et se faire entendre (Socialter, 2022, pp. 114-123). « Que ce soit l’organisation de villages autochtones en Amérique latine, les potagers collectifs un peu partout dans le monde, les champs et forêts partagés des paysans médiévaux, les coopératives, la création de laboratoires démocratiques et écologiques dans les ZAD... Ces initiatives collectives et autonomes contredisent l’idée, largement répandue dans l’imaginaire occidental, selon laquelle l’être humain est trop égoïste, trop avide de consommer toujours plus de ressources et que la seule solution est donc la privatisation ou la nationalisation. Ils démontrent qu’il est possible d’orienter nos modèles au-delà de l’extractivisme et de proposer un autre récit face à l’appropriation générale du monde » (Burton, 2020).

Ainsi, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en France – occupée depuis 2009 pour s’opposer à la construction d’un aéroport – a été évacuée de force en 2018, mais le projet d’aéroport a tout de même été abandonné la même année. En Allemagne, c’est une forêt abritant de nombreuses espèces protégées qui a pu être sauvée face à l’agrandissement d’une mine de charbon, après six ans de lutte (Van Ossel, 2018). Un autre type d’organisation sociale, les jardins ouvriers d’Aubervilliers en France, est parvenu à défendre une parcelle de nature contre la construction

^{#05} Le garde forestier se fera porte-parole de la forêt, par exemple. ^{#06} Il peut évidemment – et c’est le cas en Équateur – y avoir un grand pas entre le droit et son application réelle... mais cela permet aux militant·e·s et/ou peuples indigènes de saisir plus facilement la justice en cas de non-respect des écosystèmes.

d’un solarium et d’une plage minérale⁰⁷. À cela s’ajoutent les nombreuses victoires issues de luttes menées par des citoyen·ne·s ordinaires et des associations en faveur de la justice climatique. Par exemple, la Belgique a été jugée coupable de négligence climatique par le tribunal de première instance de Bruxelles ; le Parlement européen a reconnu juridiquement « l’écocide » grâce à l’acharnement d’une poignée de parlementaires (Romano, 2023) ; ou encore la question climatique a été mise à l’agenda global, notamment grâce aux manifestations et grèves pour le climat, mentionnées plus tôt.

Tous ces mouvements, ces victoires, ont démontré au fil des ans que le pouvoir des gens « ordinaires » peut faire changer les choses et que nous pouvons demander des comptes à celles et ceux qui détiennent le pouvoir. ●

NINA DUARTE,
DIPLÔMÉE EN COOPÉRATION INTERNATIONALE
& STAGIAIRE FUCID

^{#07} De nombreuses bonnes nouvelles à retrouver sur ce site Internet : www.bonnes-nouvelles.be/site/index.php

Bibliographie

- ALMA DE CHIAPAS, sd., « Tout savoir sur l'histoire de la révolution zapatiste au Chiapas », <https://alma-de-chiapas.com/zapatiste/>.
- MORITZ Paloma, 2023, « IL Y A DES ALTERNATIVES : PLONGÉES DANS 6 UTOPIES RÉELLES », vidéo BLAST (https://www.youtube.com/watch?v=s-D28P4Wc_FE&ab_channel=BLAST%2CLeSouffledel%27info).
- BURON Alix, 2022, « ÉTUDE - La fabrique des héros », Fucid, https://www.fucid.be/wp-content/uploads/2022/08/2022.ET01.Fabrique-du-heros.Pepup_.pdf.
- DESCOLA Philippe & PIGNOCCHI Alessandro, 2022, « Ethnographies des mondes à venir », Éditions Seuil. Paris, 176 pages.
- DUTERME Bernard, 2011, « Retour sur la rébellion zapatiste : enjeux, limites et portée », Centre tricontinental, <https://www.cetri.be/Retour-sur-la-rebellion-zapatiste>.
- ELISE, 2020, « Nouvelle-Zélande - Fleuve Whanganui », Notre Affaire à Tous, <https://notreaffaireatous.org/nouvelle-zelande-fleuve-whanganui-%F0%9F%97%BA/>.
- FABRE Marina, 2019, « [Bonne nouvelle] le Costa Rica veut être le premier pays au monde à atteindre la neutralité carbone », Novethic, <https://www.novethic.fr/amp/actualite/environnement/climat/isr-rse/bonne-nouvelle-le-costa-rica-veut-etre-le-premier-pays-au-monde-a-atteindre-la-neutralite-carbone-147051.html>.
- FRANCE 24, 2019, « Grève mondiale pour le climat : des dizaines de milliers d'étudiants mobilisés », <https://www.france24.com/fr/20190315-greve-scolaire-mondiale-le-climat-asie-oceanie-donnent-le-coup-envoi>.
- GÉOCONFLUENCES, 2021, « Sans-terre, Mouvement des sans-terre (MST) », <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/sans-terre-mouvement-des-sans-terre-mst>.
- HARRABIN Roger, 2019, « Climate change: UK government to commit to 2050 target », BBC, <https://www.bbc.com/news/science-environment-48596775>.
- HILLENKAMP Isabelle, 2019, « Au Brésil, les mouvements solidaires et féministes n'ont pas dit leur dernier mot ». The Conversation, <https://theconversation.com/amp/au-bresil-les-mouvements-solidaires-et-feministes-nont-pas-dit-leur-dernier-mot-110291>.
- JACQUET Théa, 2022, « Youna Marette, activiste climatique : «L'année 2023 va être marquée par des actions plus radicales de désobéissance civile» », RTBF, <https://www.rtbf.be/article/youna-marette-activiste-climatique-lannee-2023-va-etre-marquee-par-des-actions-plus-radicales-de-desobeissance-civile-11126232>.

- LEGIFRANCE, 2019, « LOI n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat », <https://www.legifrance.gouv.fr/dossierlegislatif/JORFDOLE000038430994/>.
- MCMAHON Jeff, 2020, « Green New Deal Goes Global Despite Greta Thunberg's Misgivings », Forbes, <https://www.forbes.com/sites/jeffmahon/2020/11/29/as-green-new-deal-goes-global-greta-thunberg-goes-largely-unheard/?sh=2303d6cf55d9>.
- MORAES Reginaldo & COLETTI Claudinei, 2006, « Un autre monde est-il possible ? Le Mouvement des sans-terre au Brésil », <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2006-2-page-161.htm#no2>.
- MORO Braulio et GAUDICHAUD Franck, 2022, « Le mouvement zapatiste, le Mexique et les alternatives critiques, plus de 25 ans après », ATTAC, <https://france.attac.org/nos-publications/lignes-d-attac/article/le-mouvement-zapatiste-le-mexique-et-les-alternatives-critiques-plus-de-25-ans>.
- OBS'COP, 2019, « Présentation des résultats de l'Observatoire international climat et opinions publiques », https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/ipsos_pour_edf_obscoip_27nov.pdf.
- OUASSAK Fatima, 2023, « Pour une écologie pirate : Et nous serons libres ». Éditions La Découverte. 192 pages.
- ROMANO Valentina, 2023, « Le Parlement européen reconnaît juridiquement l'existence de l'écocide », Euractiv, <https://www.euractiv.fr/section/climat/news/le-parlement-europeen-reconnait-juridiquement-l'existence-de-lecocide/>.
- CLIMAT.BE, sd., « Politiques et mesures de réduction », <https://climat.be/politique-climatique/belge/federale/politique-climatiques-et-mesures-de-reduction-des-emissions>.
- SOCIALTER, 2022, « Archipel des utopies concrètes », hors-série numéro 13.
- STASSE Antoine, 2022, « ÉTUDE - Les petits gestes pour le climat : à prendre ou à laisser ? », Fucid, <https://www.fucid.be/wp-content/uploads/2022/12/2022.E2.FUCID-CLIMAT.pdf>.
- VAN OSSEL Daphnée, 2018, « Victoire pour l'environnement : le déboisement de la forêt de Hambach est suspendu », RTBF, <https://www.rtbf.be/article/victoire-pour-l-environnement-le-deboisement-de-la-foret-de-hambach-est-suspendu-10044327>.